

LE MULTIPARTISME

À partir de cette date, les affrontements intercommunautaires se poursuivirent. Des dizaines de milliers de Kikuyu furent chassés de la Rift Valley par les Kalenjin et les Massai; des centaines de fermiers Luo durent également quitter leurs terres. En juillet 1995, la Grande-Bretagne suspendit à nouveau son aide au Kenya, en raison des violations des droits de l'Homme. De plus, l'introduction de 1992 du multipartisme semble avoir modifié l'ordre politique et social, et a provoqué un réveil de l'identité ethnique. Ainsi, les Kenyans retournèrent aux langues locales aux dépens du swahili qui a perdu alors sa place de langue officielle dominante. La privatisation des ondes a entraîné la création de stations de radios qui émettent depuis en langues locales et contribuent à l'érosion du statut du swahili. Dans les écoles, le swahili ne s'apprend plus que dans les écoles primaires. Devant ce déclin, l'industrie du livre a commencé à refuser de publier des livres en swahili.

En 1997 et 1998, des Kikuyu et des Kamba firent l'objet d'attaques et d'exactions qui entraînèrent la mort de plusieurs centaines de personnes et l'exode de 150 000 autres. Daniel Arap Moi, qui brigua un cinquième mandat, fut réélu en janvier 1998 au terme d'un processus électoral marqué par de nombreuses irrégularités. L'opposition, qui n'avait jamais su présenter une alternative crédible au pouvoir, accusa le président Moi d'attiser les tensions

ethniques afin d'apparaître comme le seul recours possible dans un contexte troublé. Celui-ci entama son dernier mandat. Certains affirment que le gouvernement a abandonné sa politique de persécution ethnique. Toutefois, la «question asiatique», comme on l'appelle depuis des années, demeure toujours problème très délicat au Kenya. De loin en minorité (le recensement de 1998 en comptait presque 500 000), les Asiatiques ont le contrôle d'un secteur de l'économie du Kenya, fort disproportionné à leur nombre. Le président Daniel arap Moi avait favorisé les Asiatiques, apparemment plus malléables pour lui. Dans les coulisses du pouvoir, on chuchotait que, derrière eux, se cachait une nouvelle faction de capitalistes locaux qui avaient pris le contrôle de l'industrie, du commerce et de la finance.



Mwai Kibaki est élu président en 2002

En décembre 2002, le Kenya mettait fin à près d'un quart de siècle de règne de Daniel arap Moi (78 ans) et se donnait un nouveau président, Mwai Kibaki, 71 ans, deux fois candidat malheureux à la présidentielle. C'est un vétéran de la politique qui a servi pendant 25 ans le

pouvoir en place avant de passer dans l'opposition en 1991, lors de l'entrée en vigueur du multipartisme. Il porte les couleurs de la Coalition nationale Arc-en-Ciel (NARC), la plus importante alliance de l'opposition, qui rassemble plus d'une douzaine de

partis et des dissidents vedettes de la KANU (Union nationale africaine du Kenya), le parti au pouvoir depuis l'indépendance. Le 30 avril 2003, celui-ci ouvrait la Conférence sur la réforme de la Constitution. Il semble décidé de rester dans l'Histoire comme l'artisan d'une avancée démocratique pour son pays. Le processus devrait déboucher sur la création d'un poste de premier ministre et sur l'abaissement à 70 ans de l'âge limite des candidats à la présidentielle. Il s'agit là de deux mesures destinées à mettre fin à la monarchie présidentielle du Kenya.